

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 206

9 OCTOBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'attribution de bourses à des ressortissants étrangers

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 2;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif, chargé des finances et du budget, donné le 7 septembre 1984;

Considérant que l'évolution du coût de la vie et la nouvelle situation institutionnelle commandent l'adaptation de la réglementation en vigueur;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 10 juillet 1984;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président, chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Bourses et autres avantages accordés aux candidats étrangers

Article 1er. Les avantages prévus aux articles 2 à 19 du présent arrêté sont accordés dans les limites des crédits budgétaires.

Section 1re. — Bourses d'études

Art. 2. Des bourses d'études d'un montant de 14 000 FB par mois peuvent être accordées à des ressortissants étrangers désireux d'accomplir un cycle complet d'études dans un établissement d'enseignement supérieur de langue française, organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat. Ces bourses ne sont accordées que pour autant que les demandeurs possèdent les diplômes ou certificats d'études jugés équivalents aux diplômes et certificats belges requis pour l'admission aux études qu'ils désirent entreprendre.

Art. 3. Des bourses de spécialisation d'un montant de 18 000 FB par mois peuvent être accordées à des ressortissants étrangers, porteurs d'un diplôme final d'études supérieures, qui désirent suivre un enseignement ou programmé de travaux du niveau du troisième cycle dans un établissement d'enseignement supérieur de langue française, organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat. Ces bourses ne sont accordées que si les demandeurs possèdent des diplômes ou certificats jugés équivalents aux diplômes et certificats belges requis pour l'admission aux études et travaux qu'ils désirent entreprendre.

Section 2. — Stages de perfectionnement

Art. 4. Des bourses de perfectionnement d'un montant de 14 000 FB par mois peuvent être accordées pour une durée maximum de 8 mois à des sportifs étrangers de valeur qui désirent poursuivre leur formation ou leurs recherches dans des centres sportifs de la Communauté française ou agréés par elle.

Art. 5. Des bourses d'un montant de 16 000 FB par mois peuvent être accordées pour une durée maximum de 10 mois à des ressortissants étrangers qui, dans le cadre d'études supérieures menées dans leur pays d'origine, désirent effectuer un stage de perfectionnement dans un établissement d'enseignement supérieur de langue française, organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou dans un autre établissement relevant de la Communauté française.

Art. 6. Des bourses de perfectionnement d'un montant de 18 000 FB par mois peuvent être accordées pour une durée maximum de 10 mois à des ressortissants étrangers, investis dans leur pays de responsabilités sociales médicales ou paramédicales, économiques ou administratives et qui désirent poursuivre une formation complémentaire dans des établissements relevant de la Communauté française ou agréés par elle, dans le cadre d'un programme de coopération décidé de commun accord par le pays d'origine et la Communauté française.

Art. 7. Des bourses d'un montant de 18 000 FB par mois peuvent être accordées pour une durée maximum de 8 mois à des artistes ou spécialistes étrangers de valeur qui désirent se perfectionner dans des ateliers, centres artistiques ou littéraires relevant de la Communauté française ou agréés par elle.

Section 3. — Bourses de recherches

Art. 8. Des bourses de recherches d'un montant de 18 000 FB par mois peuvent être accordées pour une durée maximum de 8 mois à des ressortissants étrangers porteurs d'un diplôme de docteur ou de licencié ou d'un diplôme final étranger d'enseignement supérieur ou assimilé, qui occupent dans leur pays d'origine une fonction pédagogique ou scientifique, et qui désirent effectuer des travaux ou des recherches dans un établissement scientifique, des laboratoires, des centres de recherches ou des bibliothèques et archives spécialisées relevant de la Communauté française ou agréés par elle.

Section 4. — Cours de vacances d'été

Art. 9. Des bourses de vacances d'un montant de 12 000 FB peuvent être accordées à des ressortissants étrangers qui désirent participer à des cours de vacances, des séminaires ou des colloques de vacances organisés ou agréés par la Communauté française.

Section 5. — Avantages complémentaires

Art. 10. Une indemnité d'équipement est accordée aux boursiers visés aux articles 2 à 8 lors de leur arrivée en Belgique. Le montant de l'indemnité s'élève à 5 000 FB pour un séjour de un mois ou plus. Il est réduit à due concurrence pour les séjours inférieurs à un mois.

Art. 11. Les boursiers visés aux articles 2 à 8 peuvent obtenir une allocation égale au montant des frais d'inscription aux cours et aux examens prévus par le programme de travail pour lequel la bourse est accordée.

Art. 12. Les boursiers visés aux articles 2 à 8 peuvent obtenir le remboursement de leurs déplacements dans les Régions bruxelloise et wallonne lorsque ces déplacements sont nécessités :

1° par des formalités administratives prescrites par le Commissariat général aux relations internationales;

2° par leur formation ou leurs recherches à l'exception des déplacements entre le lieu de leur résidence et le lieu où s'accomplit principalement le programme de formation ou de recherches.

Ce remboursement s'opère sur justificatifs, en une fois, à la fin de la période couverte par la bourse, et ne peut dépasser un montant égal à 500 FB pour chaque mois de ladite période.

Art. 13. Les boursiers visés aux articles 2, 3, 5, 6 et 7 peuvent obtenir le remboursement des frais d'achat de livres et de matériel indispensables à leur formation ou à leurs recherches pour un montant maximum de 4 000 FB par an, pour autant que la période couverte par la bourse soit de 4 mois au moins. Le montant maximum est porté à 6 000 FB pour les études et recherches en médecine, en sciences exactes et pour les études artistiques.

Les boursiers qui doivent faire imprimer en Belgique leur thèse de doctorat ou leur mémoire pour l'obtention d'un grade académique belge peuvent obtenir le remboursement des frais d'impression pour un montant maximum de :

- 20 000 FB pour les thèses de doctorat;
- 10 000 FB pour les mémoires de licence.

Art. 14. Les boursiers visés aux articles 2 à 8 ainsi que leur conjoint et leurs enfants qui les accompagnent en Belgique, bénéficient des avantages d'un contrat d'assurance Soins de Santé et Responsabilité civile qui sera souscrit par le Commissariat général aux relations internationales. En cas de maladie ou d'accident graves, nécessitant l'hospitalisation, les frais non couverts par l'organisme assureur peuvent être remboursés.

Art. 15. Les boursiers originaires des pays en voie de développement peuvent bénéficier d'une indemnité mensuelle de 2 000 FB pour leur conjoint à charge et pour chacun de leurs enfants résidant avec eux en Belgique.

Art. 16. Les boursiers ne peuvent obtenir le remboursement des frais de voyage aller ou retour que pour autant que la réciprocité avec leur pays d'origine soit garantie aux boursiers de la Communauté française.

Les frais de retour de Bruxelles au pays d'origine peuvent être remboursés aux boursiers originaires d'un pays en voie de développement, titulaires d'une bourse de 8 mois au minimum accordée en dehors de l'exécution d'un accord culturel.

Art. 17. Les boursiers visés à l'article 2 peuvent obtenir en outre le remboursement des frais de voyage, aller-retour, lorsqu'ils désirent rentrer dans leur pays d'origine au cours des vacances de fin d'année académique pour autant qu'ils aient, en qualité de boursier, réussi leurs deux premières années d'études.

Lorsque les études poursuivies durent plus de cinq ans, le même avantage peut être accordé chaque fois que le boursier a réussi deux nouvelles années d'études.

Art. 18. Les frais de voyage et de transport prévus aux articles 12, 16 et 17 ne sont remboursables que pour les transports par avion (classe touriste ou économique), train et bateau 2ème classe, ou tout autre moyen de transport public et sur présentation du titre de voyage ou de la facture.

Art. 19. Les bourses et avantages prévus par le présent arrêté ne peuvent être cumulés avec ceux accordés en exécution de la réglementation relative aux bourses d'études et de stages en Belgique au bénéfice des ressortissants de pays en voie de développement.

CHAPITRE II

Les obligations des boursiers étrangers en Belgique

Art. 20. Les boursiers étrangers, en acceptant une des bourses prévues au présent arrêté, s'engagent à respecter les conditions d'attribution et à se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 21. Ils doivent se conformer aux instructions du Commissaire général aux relations internationales relatives aux modalités pratiques de paiement des prestations mensuelles, à l'octroi d'avantages sociaux prévus au présent arrêté ainsi qu'aux obligations de séjour ou de logement; ils doivent se conformer aux lois et règlements relatifs au séjour des étrangers en Belgique.

Art. 22. Les boursiers étrangers ont l'obligation de mettre tout en œuvre pour mener à bonne fin, dans les délais les plus courts, le programme de formation ou de recherches pour lequel la bourse est accordée.

Ils ne peuvent changer ce programme, ni changer d'établissement d'enseignement ou de recherches, ni changer de professeur ou de directeur de formation ou de recherches que pour des motifs impérieux, tenant à la nécessité de poursuivre leur programme et après

l'accord des fonctionnaires désignés par le Commissaire général aux relations internationales et moyennant avis préalable des autorités académiques ou administratives intéressées.

Art. 23. Les boursiers ont l'obligation :

- 1° de se mettre en rapport dès leur arrivée en Belgique, avec le Commissariat général aux relations internationales;
- 2° de faire connaître à cette administration l'adresse de leur résidence en Belgique et de l'informer sans délai de tout changement;
- 3° de poursuivre leur formation ou leurs recherches sans interruption ni suspension, sauf autorisation préalable du Commissariat général aux relations internationales.

Les boursiers visés à l'article 2 doivent se présenter chaque année à la première session d'examen et, en cas d'échec, aux deux sessions, sauf pour motif grave, dûment justifié.

Art. 24. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui soit en opposition avec la Constitution et la législation belges, qui poursuive la destruction de l'indépendance du pays ou qui mette en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 25. Ils ont l'obligation de présenter au Commissariat général aux relations internationales dans les deux mois qui suivent la fin de la période couverte par la bourse, un rapport décrivant les conditions dans lesquelles le programme a été accompli et les résultats obtenus.

Art. 26. Le Ministre de l'Exécutif qui a les relations extérieures dans ses attributions peut mettre fin à la période de validité de la bourse dans l'un des cas suivants :

- 1° si le boursier n'est pas en mesure d'exécuter son programme;
- 2° s'il a achevé celui-ci;
- 3° s'il a manqué aux obligations énoncées aux articles ci-dessus;
- 4° s'il a contrevenu gravement aux lois, décrets et règlements en vigueur.

Le Ministre qui a les relations extérieures dans ses attributions peut dans chacun des mêmes cas, priver le boursier de tout ou partie des avantages pécuniaires définis aux articles ci-dessus.

CHAPITRE III. — Dérogations

Art. 27. Pour autant que la négociation d'accords de réciprocité l'exige, le Ministre de l'Exécutif qui a les relations extérieures dans ses attributions peut déroger aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 28. Pour l'exécution du présent arrêté, sont considérés comme pays en voie de développement les pays énumérés à l'annexe de l'arrêté royal du 10 août 1981 « fixant les critères de subvention de la formation universitaire en Belgique à partir de l'année académique 1981-1982 pour les ressortissants des pays en voie de développement ».

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1984.

Art. 30. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé des Affaires culturelles et des relations extérieures, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 31. Le présent arrêté abroge l'arrêté royal du 5 novembre 1971 portant réglementation de l'octroi de bourses d'études, de perfectionnement, de spécialisation, de recherches et de vacances à des ressortissants étrangers, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 mars 1975 et 5 octobre 1977.

Bruxelles, le 9 octobre 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 206

9 OKTOBER 1984. — Besluit van de Executieve met betrekking tot het verlenen van beurzen aan buitenlanders

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 inzake de institutionele hervormingen, meer bepaald artikel 1, § 2;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve bevoegd voor de financiën en de begroting, d.d. 7 september 1984;

Overwegende dat de stijging van de levensduurte en de nieuwe institutionele toestand een aanpassing eisen van de van kracht zijnde reglementering;

Gelet op het advies van de Raad van State d.d. 10 juli 1984;

Op voorstel van onze Voorzitter, bevoegd voor de Culturele Aangelegenheden en de Buitenlandse Betrekkingen,

Besluiten :

**HOOFDSTUK I. — Beurzen en andere voordelen
toegekend aan buitenlandse kandidaten**

Artikel 1. De voordelen bepaald in de artikelen 2 en 19 van dit besluit worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Afdeling 1. — Studiebeurzen

Art. 2. Een studiebeurs van een bedrag van 14 000 BF per maand kan verleend worden aan buitenlanders die een volledige studiecycclus wensen te vervullen aan een franstalige instelling voor hoger onderwijs, ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

Deze beurzen worden slechts toegekend voor zover de aanvragers houder zijn van de diploma's of getuigschriften die als gelijkwaardig erkend worden met de Belgische diploma's of getuigschriften, vereist voor toelating tot de studies die zij willen ondernemen.

Art. 3. Specialisatiebeurzen voor een bedrag van 18 000 BF per maand kunnen verleend worden aan buitenlanders, houder van een einddiploma van hogere studies, die onderwijs willen volgen of een werkprogramma volbrengen op het niveau van de derde cyclus, in een franstalige instelling voor hoger onderwijs, ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat.

Deze beurzen worden slechts verleend voor zover de aanvragers houder zijn van diploma's of getuigschriften die als gelijkwaardig worden bevonden met de Belgische diploma's of getuigschriften vereist voor toelating tot de beoogde studies of werkzaamheden.

Afdeling 2. — Vervolmakingsstages

Art. 4. Vervolmakingsbeurzen ten bedrage van 14 000 BF per maand kunnen verleend worden voor een duur van ten hoogste 8 maanden aan waardevolle buitenlandse sportbeoefenaars, die hun vorming of hun onderzoekingen wensen voort te zetten aan sportcentra van de Franse Gemeenschap of die door haar erkend werden.

Art. 5. Beurzen ten bedrage van 16 000 BF per maand, voor een maximum duur van 10 maanden kunnen verleend worden aan buitenlanders die in het kader van de hogere studies die zij in hun land van herkomst volbrengen, een vervolmakingsstage wensen te volgen aan een franstalige instelling voor hoger onderwijs, ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, of aan een andere instelling die afhangt van de Franse Gemeenschap.

Art. 6. Vervolmakingsbeurzen ten bedrage van 18 000 BF per maand kunnen, voor een maximum duur van 10 maanden, toegekend worden aan buitenlanders die in hun land van herkomst, sociale, medische, paramedische, economische of administratieve bevoegdheden hebben en die een aanvullende vorming wensen te volgen aan een instelling die afhangt van de Franse Gemeenschap of door haar erkend werd, in het kader van een samenwerkingsprogramma dat overeengekomen werd tussen het land van herkomst en de Franse Gemeenschap.

Art. 7. Beurzen ten bedrage van 18 000 BF per maand kunnen, voor een maximum duur van 8 maanden, toegekend worden aan waardevolle buitenlandse kunstenaars of specialisten, die zich wensen te vervolmaken in de ateliers, artistieke of literaire centra die afhangen van de Franse Gemeenschap of door haar erkend zijn.

Afdeling 3. — Navorsingsbeurzen

Art. 8. Navorsingsbeurzen ten bedrage van 18 000 BF per maand kunnen, voor een maximum duur van 8 maanden, toegekend worden aan buitenlanders, die houder zijn van een doctors- of licentiaatsdiploma of een buitenlands einddiploma van hoger of gelijkgesteld onderwijs, die in hun land van herkomst een pedagogische of wetenschappelijke functie vervullen, en die werkzaamheden of navorsingen willen uitvoeren in een wetenschappelijke instelling, laboratoria, onderzoekscentra of gespecialiseerde bibliotheken of archiefdiensten, die afhangen van de Franse Gemeenschap of door haar erkend werden.

Afdeling 4. — Zomervakantiecurssussen

Art. 9. Vakantiebeurzen ten bedrage van 12 000 BF kunnen verleend worden aan buitenlanders die wensen deel te nemen aan vakantiecurssussen, vakatieseminaries of -colloquia, ingericht of erkend door de Franse Gemeenschap.

Afdeling 5. — Aanvullende voordelen

Art. 10. Aan de bursalen bedoeld in de artikelen 2 tot 8 wordt bij hun aankomst in België een uitrustingsvergoeding toegekend. Deze vergoeding bedraagt 5 000 BF voor een verblijf van een maand of meer.

Dit bedrag wordt verminderd tot het passende beloop voor een verblijf korter dan een maand.

Art. 11. De bursalen bedoeld in de artikelen 2 tot 8 kunnen een vergoeding ontvangen gelijk aan het bedrag van de inschrijvingskosten voor de cursussen en voor de examens, voorzien in het werkprogramma waarvoor de beurs werd toegekend.

Art. 12. De bursalen bedoeld in de artikelen 2 tot 8 kunnen de terugbetaling bekomen van verplaatsingen gemaakt in het Brussels of Waalse Gewest, indien deze verplaatsingen vereist zijn :

- 1° door de administratieve formaliteiten voorgeschreven door het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen;
- 2° door hun vorming of onderzoekingen, met uitzondering van de verplaatsingen tussen hun verblijfplaats en de plaats waar hun vormings- of navorsingsprogramma zich hoofdzakelijk afspeelt.

Deze terugbetaling gebeurt op basis van bewijsstukken, in een maal, aan het einde van de periode waarvoor de beurs werd toegekend, en mag een bedrag van 500 BF per maand voor de vermelde periode niet overschrijden.

Art. 13. De bursalen bedoeld in de artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 kunnen een vergoeding van maximum 4 000 BF per jaar krijgen voor de aankoop van boeken en materiaal nodig voor hun vorming of voor hun navorsingen, voor zover de periode waarvoor de beurs werd toegekend vier maanden of minder is. Dit bedrag wordt op 6 000 BF gebracht voor studies en opzoekingen in geneeskunde, exacte wetenschappen en voor kunststudies.

Bursalen die in België hun doctoraatsthesis of hun licentiaatsverhandeling laten drukken om een Belgische academische graad te bekomen, kunnen een terugbetaling bekomen van de drukkosten voor een maximum bedrag van :

- 20 000 BF voor een doctoraatsthesis;
- 10 000 BF voor een licentiaatsverhandeling.

Art. 14. De bursalen bedoeld in de artikelen 2 tot 8, evenals hun echtgeno(o)t(e) en kinderen die hen naar België vergezellen, genieten van een verzekering Gezondheidszorgen en Burgerlijke Aansprakelijkheid, die zal afgesloten worden door het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen. In geval van ernstige ziekte of zwaar ongeval, waarbij hospitalisatie nodig is, kunnen de door de verzekeringsmaatschappij niet gedekte kosten terugbetaald worden.

Art. 15. De bursalen afkomstig uit een ontwikkelingsland kunnen een maandelijks vergoeding ontvangen van 2 000 BF voor hun echtgeno(o)t(e) en voor elk kind dat met hen in België verblijft.

Art. 16. De bursalen kunnen de terugbetaling bekomen van de reiskosten heen en terug, voor zover de reciprociteit met hun land van herkomst voor de bursalen van de Franse Gemeenschap gewaarborgd is.

De kosten voor de terugreis van Brussel naar het land van herkomst kunnen terugbetaald worden aan bursalen afkomstig uit een ontwikkelingsland, die genieten van een beurs van minimum 8 maanden, verleend buiten de uitvoering van een cultureel akkoord.

Art. 17. De bursalen bedoeld in artikel 2 kunnen bovendien de terugbetaling bekomen van de reiskosten, heen en terug, indien zij tijdens de vakantie aan het einde van het academiejaar naar hun land van herkomst wensen terug te keren voor zover zij, als bursaal, geslaagd zijn voor hun eerste twee studie jaren.

Indien de gevolgde studies meer dan vijf jaar duren, kan hetzelfde voordeel verleend worden, telkens de bursaal voor twee volgende studie jaren geslaagd is.

Art. 18. De in de artikelen 12, 16 en 17 bedoelde reis- en verplaatsingskosten zijn slechts terugbetaalbaar voor zover het verplaatsingen betreft per vliegtuig (toeristen- of economy-klasse), trein en boot 2e klasse of enig ander openbaar vervoermiddel en op vertoon van een reisbiljet of factuur.

Art. 19. De beurzen en voordelen voorzien bij onderhavig besluit kunnen niet gecumuleerd worden met deze verleend in uitvoering van de reglementering betreffende de studiebeurzen en de stages in België ten voordele van buitenlanders afkomstig uit ontwikkelingslanden.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de buitenlandse bursalen in België*

Art. 20. Door het aanvaarden van één der in onderhavig besluit voorziene beurzen gaan de buitenlandse bursalen de verbintenis aan de toekenningsvoorwaarden te eerbiedigen en de voorschriften vervat in dit besluit na te leven.

Art. 21. Zij moeten de onderrichtingen naleven van de Commissaris-Generaal voor Internationale Betrekkingen, betreffende de voorwaarden voor de uitbetaling van de beursmaanden, de toekenning van de in onderhavig besluit voorziene sociale voordelen evenals de verplichtingen inzake verblijf en logies; zij moeten de wetten en de reglementeringen betreffende het verblijf van buitenlanders in België naleven.

Art. 22. De buitenlandse bursalen moeten alles in het werk stellen om het vormings- of navorsingsprogramma waarvoor de beurs werd toegekend, in de kortste termijn tot een goed einde te brengen.

Zij kunnen hun programma niet veranderen, noch veranderen van onderwijs- of navorsingsinstelling, veranderen van professor, vormings- of navorsingsdirecteur, tenzij om dwingende redenen, vereist voor de voortzetting van hun programma, en na het akkoord van de ambtenaren aangeduid door het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen, op voorafgaand advies van de betrokken academische of administratieve overheden.

Art. 23. De bursalen zijn ertoe verplicht :

- 1° onmiddellijk bij hun aankomst in België contact op te nemen met het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen;
- 2° aan genoemde administratie het adres van hun verblijfplaats, en zonder verwijl elke wijziging ervan mede te delen;
- 3° hun vorming of onderzoeken zonder onderbreking of opschorting voort te zetten, behoudens voorafgaandelijke toelating van het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen.

De bursalen bedoeld in artikel 2 moeten zich ieder jaar op de eerste examenzitting aanmelden, en indien zij niet geslaagd zijn, voor beide zittingen, behoudens een ernstige reden die voldoende bewezen werd.

Art. 24. Zij mogen geen enkele activiteit verrichten die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de ondergang van de onafhankelijkheid van het land beoogt of die de landverdediging of het nakomen van de verplichtingen van België om zijn veiligheid te verzekeren in gevaar brengt.

Zij mogen niet toetreden tot of meewerken aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een activiteit van dezelfde aard.

Art. 25. Zij zijn ertoe verplicht binnen de twee maanden die volgen op het einde van de geldigheidsduur van de beurs, bij het Commissariaat Generaal voor Internationale Betrekkingen een verslag in te dienen waarin de voorwaarden waaronder hun studie- of navorsingsprogramma werd uitgevoerd en de door hen verkregen resultaten worden beschreven.

Art. 26. De Minister van de Executieve bevoegd voor de buitenlandse betrekkingen, kan een einde stellen aan de geldigheidsduur van de beurs in de volgende gevallen :

1° wanneer de bursaal niet bekwaam is zijn programma uit te voeren;

2° wanneer hij dit programma afgewerkt heeft;

3° wanneer de bursaal de verplichtingen vermeld in bovengemelde artikelen niet nakomt;

4° wanneer de bursaal een ernstige inbreuk pleegt op de van kracht zijnde wetten, decreten en reglementen.

De Minister bevoegd voor de buitenlandse betrekkingen kan in elk van de hierboven vermelde gevallen, de bursaal de geldelijke voordelen voorzien in de bovenstaande artikelen, ontnemen.

HOOFDSTUK III. — *Afwijkingen*

Art. 27. Voor zover de afsluiting van reciprociteitsakkoorden zulks vereist, kan de Minister bevoegd voor buitenlandse betrekkingen, afwijken van de in onderhavig besluit voorziene bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Voor de uitvoering van onderhavig besluit worden als ontwikkelingslanden beschouwd, de landen vermeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1981 « tot vaststelling van de subsidiëringcriteria voor de universitaire vorming in België vanaf het academiejaar 1981-1982 voor buitenlanders afkomstig uit de ontwikkelingslanden ».

Art. 29. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 september 1984.

Art. 30. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de Culturele Aangelegenheden en de Buitenlandse Betrekkingen, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Art. 31. Onderhavig besluit heft het koninklijk besluit op van 5 november 1971 tot regeling van de toekenning van studie-, vervolmakings-, specialisatie-, navorsings- en vakantiebeurzen aan buitenlanders, zoals het gewijzigd werd door de koninklijke besluiten van 4 maart 1975 en van 5 oktober 1977.

Brussel, 9 oktober 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Ph. MOUREAUX

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 4 janvier 1985, entrant en vigueur le 11 février 1985, démission honorable de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Charleroi est accordée à M. Demoisy, V.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 4 januari 1985, dat in werking treedt op 11 februari 1985, is aan de heer Demoisy, V., eervol ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Charleroi.